

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-quatrième session

Rome, 18-20 avril 2005

RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT

1. Le Conseil d'administration trouvera pour information, dans les annexes I et II du présent document, des précisions sur les ressources disponibles pour engagement au titre du programme ordinaire du FIDA au 31 décembre 2004.
2. L'annexe II présente l'état détaillé au 31 décembre 2004 des contributions des États membres spécifiquement exclues des ressources engageables.
3. L'annexe III donne des précisions sur les propositions de prêts et de dons soumises à la présente session du Conseil d'administration, qui s'élèvent à environ 125,3 millions de droits de tirage spéciaux (DTS). Aux taux de change en vigueur au 31 décembre 2004, ces prêts et dons se chiffrent à quelque 194,2 millions de USD. Le total des prêts comprend un montant d'environ 33,5 millions de USD alloué à l'intervention mise sur pied par le FIDA pour faire face aux besoins pressants résultant pour les communautés rurales pauvres du tsunami qui a dévasté la région de l'Asie et du Pacifique en décembre 2004. Ce montant représente 50% de la contribution du Fonds aux coûts du projet de secours aux victimes du tsunami et vient en sus du niveau approuvé des prêts dans le cadre du programme de travail pour 2005.
4. L'annexe IV présente les ressources engagées au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA) pendant la période qui s'est écoulée entre 2001 et 2004, ainsi qu'une analyse plus approfondie des flux nets de ressources enregistrés en 2004 et des rentrées nettes escomptées jusqu'au 31 mars 2005. Comme le montre l'appendice IV, le FIDA a couvert en 2004 pour quelque 194,3 millions de USD d'engagements anticipés, de sorte que le niveau du PEA reporté était au 31 décembre 2004 de 136,8 millions de USD. Le montant net des ressources utilisées au titre du PEA est tombé de 153,7 millions de USD en 2001 à 124,1 millions de USD en 2002 et à 53,3 millions de USD en 2003.

5. Les rentrées nettes escomptées pendant la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2005 sont estimées à 86,0 millions de USD. Étant donné que les propositions de prêts et dons soumises à la présente session du Conseil d'administration s'élèvent à 194,2 millions de USD, le recours au PEA sera nécessaire pour compenser le déficit de ressources à hauteur de 108,2 millions de USD.

Le pouvoir d'engagement anticipé et son plafond

6. À sa vingtième session, en février 1997, le Conseil des gouverneurs a autorisé le recours au PEA, dont le principal objet est de compenser au moment de l'approbation de prêts et de dons les déficits de ressources engageables qui peuvent apparaître au cours d'une année du fait de retards dans les versements des contributions, de la volatilité du produit des placements et/ou de retards dans les paiements et remboursements afférents aux prêts octroyés par le Fonds.

7. Lorsque le PEA a été adopté, aux fins de la quatrième reconstitution des ressources du FIDA, il a été plafonné à 450 millions de USD sur l'ensemble de la période considérée. Cela correspondait à l'époque à trois années de rentrées de prêts. Les modalités de l'utilisation du PEA durant la période de la cinquième reconstitution sont définies dans le document GC 24/Res.119/XXIV/Rev.1.

8. Les modalités d'utilisation du PEA durant la période de la sixième reconstitution sont définies dans le document GC 26/Résolutions/Rev.1. Le plafond du recours au PEA pour la période de la sixième reconstitution est fixé selon les mêmes principes que pour les quatrième et cinquième reconstitutions, à savoir trois années de rentrées de prêts. Calculé sur la base des estimations actuelles pour les trois prochaines années, à savoir la période 2004-2006, il serait de l'ordre de quelque 600 millions de USD¹. Le montant éventuellement demandé à chaque session du Conseil d'administration représentera alors l'excédent des engagements de prêts et de dons par rapport aux ressources disponibles. À la fin de l'année, et compte tenu des ressources nettes disponibles pour engagement ainsi que des montants additionnels utilisés au titre du PEA au cours de l'exercice, le montant du PEA reporté sera ajusté en conséquence. Ainsi, le recours au PEA sera à la fois plus clair et plus transparent; le montant additionnel utilisé à ce titre au cours d'un exercice donné sera la simple somme des recours approuvés par le Conseil d'administration à ses trois sessions de l'année.

9. Une version actualisée du présent document sera présentée à la quatre-vingt-quatrième session du Conseil d'administration

Recommandation

10. À la lumière de la situation des ressources au 31 décembre 2004, le Conseil d'administration est prié d'approuver le recours au PEA, comme suit:

Conformément au paragraphe III.17 de la résolution 130/XXVI du Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration prenant note du déficit actuel des ressources, estimé à 108,2 millions de USD, du fait que les rentrées nettes de ressources escomptées pour la période de trois mois s'achevant le 31 mars 2005 sont de 86,0 millions de USD tandis que le montant des prêts et dons soumis pour approbation représente 194,2 millions de USD, approuve l'utilisation d'un montant supplémentaire de 108,2 millions de USD au titre du PEA. En conséquence, le Conseil d'administration autorise le Président à conclure des accords pour les prêts et dons approuvés par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-quatrième session, en avril 2005. En outre, le Conseil prie le Président de lui faire rapport à sa prochaine session et aux sessions suivantes sur l'utilisation du PEA et les ressources disponibles pour engagement.

¹ Les rentrées au titre des prêts sur la période de trois ans (2005-2007) sont estimées à 653 millions de USD.

**ÉTAT DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT
AU 31 DÉCEMBRE 2004**

(en milliers de USD)

Avoirs en monnaies librement convertibles		
Encaisse et placements	2 721 455	
Billets à ordre – États membres	351 405 ^a	
Autres sommes à recevoir	<u>154 201^b</u>	<u>3 227 061</u>
À déduire		
Sommes à payer et passif exigible		(261 183) ^c
Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP): report		(7 332)
Réserve générale		(95 000)
Prêts entrés en vigueur mais non décaissés	(2 121 558)	
Prêts approuvés signés mais non encore entrés en vigueur	(326 850)	
Dons non décaissés	<u>(36 048)</u>	(2 484 456)
Tirages sur des billets à ordre qui n'ont pas été réglés (voir appendice II)		<u>(83 152)</u>
		<u>(2 931 123)</u>
Ressources disponibles pour engagement		295 938
À déduire		
Prêts non encore signés		(399 690)
Dons non encore signés		<u>(33 101)</u>
Ressources nettes disponibles pour engagement avant PEA		<u>(136 853)</u>
Report du PEA au 1^{er} janvier 2003	331 131	
À déduire:		
PEA contrepassé en 2004	<u>(194 278)</u>	
Report du PEA au 31 décembre 2004		<u>136 853</u>
Ressources nettes disponibles pour engagement		<u>0</u>

^a Ce chiffre comprend un montant de 83 152 000 USD correspondant aux provisions pour tirages non réglés. Le montant net des billets à ordre inclus dans les ressources disponibles pour engagement est de 268 253 000 USD.

^b Ce chiffre comprend un montant de 40 176 000 USD à recevoir au titre des ventes de placements.

^c Ce chiffre comprend un montant de 202 375 000 USD à payer au titre de l'acquisition de placements.

**ÉTAT DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT
AU TITRE DU PROGRAMME ORDINAIRE
AU 31 DÉCEMBRE 2004**

Montants spécifiquement provisionnés
(en milliers de USD)

**Programme ordinaire du
FIDA**

**Tirages sur des billets à ordre
au titre de la contribution initiale
qui n'ont pas été réglés**

Iran, République islamique d'	29 358	
Iraq	<u>13 717</u>	
		43 075

**Tirages sur des billets à ordre
au titre de la première reconstitution
qui n'ont pas été réglés**

Iraq	31 099	
		31 099

**Tirages sur des billets à ordre
au titre de la deuxième reconstitution
qui n'ont pas été réglés**

Mauritanie	2	
Qatar	<u>2 254</u>	
		2 256

**Tirages sur des billets à ordre
au titre de la troisième reconstitution
qui n'ont pas été réglés**

République populaire démocratique de Corée	600	
Jamahiriya arabe libyenne	6 087	
Mauritanie	<u>25</u>	
		6 712

**Programme spécial pour les pays
d'Afrique subsaharienne touchés par la
sécheresse et la désertification**

**Tirages sur des billets à ordre
au titre de la première phase
qui n'ont pas été réglés**

Mauritanie		<u>10</u>
------------	--	-----------

Total des montants spécifiquement exclus		<u>83 152</u>
---	--	---------------

a
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
ANNEXE III

PROPOSITIONS DE PRÊTS ET DE DONS PRÉSENTÉES À LA QUATRE-VINGT-QUATRIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR
APPROBATION

PRÊTS PROPOSÉS			
Pays	Titre du programme/projet	Équivalent en USD ^a	Équivalent en DTS ^a
Bhoutan	Programme de promotion de l'agriculture, de la commercialisation et des entreprises	13 900 000	8 968 957
Tchad	Projet de développement rural du Batha	13 018 236	8 400 000
Costa Rica	Programme de développement rural et de réduction de la pauvreté	10 000 000	6 452 487
El Salvador	Projet de développement rural et de modernisation pour la région Est	15 000 000	9 678 731
Géorgie	Projet de développement rural	9 200 000	5 936 288
République démocratique populaire lao	Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces d'Attapeu et de Sayabouri	17 300 000	11 162 803
Mali	Programme d'investissement et de développement rural des régions du Nord Mali	14 600 000	9 420 631
Paraguay	Projet d'autonomisation des organisations de ruraux pauvres et d'harmonisation des investissements (Paraguay rural)	12 000 000	7 742 985
Philippines	Programme de promotion de la microentreprise rurale	21 200 000	13 679 273
Sénégal	projet de promotion de l'entrepreneuriat rural – phase II	13 080 000	8 439 853
Yémen	Projet pilote d'infrastructure rurale à assise communautaire pour les hauts plateaux	9 143 761	5 900 000
Total		148 441 997	95 782 008
DONS PROPOSÉS			
Bénéficiaire	Titre du programme/projet	Équivalent en USD ^a	Équivalent en DTS ^a
Bhoutan	Programme de promotion de l'agriculture, de la commercialisation et des entreprises	100 000	64 525
Institut international de gestion des ressources en eau	Institut international de gestion des ressources en eau en faveur du programme d'amélioration de la gestion des ressources en eau dans la région du Mekong	900 000	580 724
Tchad	Projet de développement rural du Batha	418 443	270 000
El Salvador	Projet de développement rural et de modernisation pour la région Est	1 000 000	645 249
Géorgie	Projet de développement rural	800 000	516 199
Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes	Programme visant à assurer la subsistance dans les hautes terres et zones montagneuses himalayennes de l'Hindû-Kûch - Phase II	1 200 000	774 298
Coalition internationale pour l'accès à la terre	La Coalition internationale pour l'accès à la terre pour la deuxième phase du programme visant à renforcer la sécurité d'accès des ruraux pauvres à la terre et aux services d'appui corrélés	965 000	622 665
Réseau international de recherche sur le bambou et le rotin	Programme de développement des activités rémunératrices des petits producteurs de bambou et de rotin	1 500 000	967 873
République démocratique populaire lao	Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces d'Attapeu et de Sayabouri	693 000	447 157
Mali	Programme d'investissement et de développement rural des régions du Nord Mali	803 000	518 135
Philippines	Programme de promotion de la microentreprise rurale	500 000	322 624
TECHNOSERVE	Programme de développement d'une industrie concurrentielle de l'anacarde en Afrique de l'Est dont bénéficieront les pauvres	1 500 000	967 873
Fondation rurale pour l'Afrique de l'Ouest	Programme visant à renforcer les capacités de gestion pour les projets financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre	1 500 000	967 873
Yémen	Projet pilote d'infrastructure rurale à assise communautaire pour les hauts plateaux	418 444	270 000
Total		12 297 887	7 935 195
Total des prêts devant être approuvés au titre du programme de travail pour 2005		160 739 884	103 717 203
PROJETS PROPOSÉS LIÉS AU TSUNAMI^b			
Inde	Programme post-tsunami de promotion de moyens de subsistance durables pour les communautés côtières du Tamil Nadu	15 000 000	9 678 731
Maldives	Programme post-tsunami de remise en état des pêches et de l'agriculture	2 000 000	1 290 497
Sri Lanka	Programme post-tsunami de remise en état et de gestion des ressources dans les zones côtières	14 150 000	9 130 269
Sri Lanka	Programme post-tsunami de partenariat et d'appui aux moyens de subsistance – Phase II	2 350 000	1 516 334
Total		33 500 000	21 615 831
Total général		194 239 884	125 333 035

^a Sur la base du taux de change en vigueur au 31 décembre 2004 (1 DTS = 1,54979 USD), des montants en USD des prêts non encore négociés et des dons, et des montants en DTS des prêts déjà négociés et des dons connexes.

^b Les montants indiqués représentent 50% du coût total des projets pour le FIDA, comme indiqué au paragraphe 3 ci-dessus.

RECOURS AU POUVOIR D'ENGAGEMENT ANTICIPÉ (PEA)

	2001	2002	2003	2004
Report du PEA en début d'exercice	-	153,7	277,8	331,1
Montant net utilisé au titre du PEA/(couverture)	153,7	124,1	53,3	(194,3)
Report du PEA en fin d'exercice	153,7	277,8	331,1	136,8

	2004 janvier-décembre (millions de USD)	2005 Estimation pour janvier-mars, y compris EB 84 ^a (millions de USD)
1. Ressources disponibles en début de période	0	
Analyses des flux		
Rentrées au titre des prêts	219,7	47,5
Annulations de prêts	64,0	12,5
Contributions des membres	277,2	28,1
Contributions cumulées au titre de l'Initiative PPTE ^b	71,6	-
Produit net des placements	108,7	22,4
Versement de contributions exclues	5,0	
Variations nettes de change	1,7	
Dépenses de fonctionnement, AMACS, PTS, MFDP ^b	(76,9)	(24,5)
2. Total des flux nets	671,0	86,0
3. Total du PEA approuvé par le Conseil d'administration pendant l'année	0	108,2
4. Engagements au titre des prêts et des dons	(476,7)	(194,2)
5. PEA couvert par les rentrées de la période	194,3	-
Ressources disponibles en fin de période (=1+2+3+4+5)	0	0
6. Montant reporté au titre du PEA^c (=3+5+période précédente)	136,8	245,0

^a Sur la base de trois-douzièmes des projections annuelles pour le FIDA et son Bureau de l'évaluation figurant dans le document GC 28/L.7 (programme de travail et budget administratif du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2005), mises à jour pour tenir compte des dernières estimations du revenu des placements et des contributions.

^b AMACS = Assurance maladie après cessation de service
Initiative PPTE = Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés
MFDP = Mécanisme de financement du développement des programmes
PTS = Programme de transformation stratégique

^c L'estimation du report dépend d'un certain nombre d'hypothèses, en particulier du revenu des placements et des contributions qui seront reçues des principaux donateurs.

